

En août, avait lieu à Lagos la Conférence mondiale pour la lutte contre l'apartheid, convoquée par les Nations Unies de concert avec l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et le gouvernement fédéral du Nigéria. Ce fut la conférence la plus importante qui ait jamais eu lieu sur le sujet. Elle a réuni des délégations de 112 gouvernements, 12 organisations inter-gouvernementales, 5 mouvements de libération, 51 organisations non-gouvernementales ainsi que nombre de personnalités éminentes. La large gamme de cette participation et le niveau élevé de la représentation gouvernementale ne permettaient pas de douter de la gravité, aux yeux de la communauté internationale, du problème créé par les politiques et les actions du gouvernement sud-africain. La déclaration de Lagos, adoptée par voie de consensus, exprime dans un langage dépourvu de toute ambiguïté l'approbation internationale qui frappe le régime de l'apartheid. Elle a également souligné l'appui que la communauté internationale accorde à la lutte que mènent les victimes de ces politiques pour assumer un rôle plein et entier au sein de leur propre société.

A la lumière de nos délibérations dans cette enceinte et ailleurs ainsi que de la Conférence de Lagos, le gouvernement de l'Afrique du Sud ne peut garder aucune illusion quant à l'opinion mondiale sur cette question. Ces politiques, qui ont engendré une société cruellement divisée sur des bases raciales, ont été universellement condamnées. Des voix se sont élevées aussi bien en Afrique du Sud qu'à l'étranger pour prévenir le gouvernement sud-africain qu'il dirige le pays vers le désastre et que seul un changement de cap radical permettra d'éviter ce dernier.

Le régime sud-africain s'est montré intransigeant devant les appels et les admonitions en faveur de la justice raciale. Le mois dernier, M. Steve Biko mourait dans une prison sud-africaine, la vingt-et-unième victime du système carcéral sud-africain au cours des 18 derniers mois. Sa mort a privé la population noire de l'Afrique du Sud d'un chef auquel on reconnaissait dans de nombreux milieux la capacité d'amorcer avec bonheur le dialogue inter-racial indispensable à une évolution pacifique de la société sud-africaine. Le gouvernement du Canada a fait part au gouvernement de l'Afrique du Sud de ses préoccupations à ce sujet et l'a informé qu'il jugeait qu'une enquête approfondie devrait être menée rapidement sur les circonstances entourant le décès de M. Biko.

Monsieur le Président, les Canadiens n'ont pu que déplorer la dernière vague d'interdictions et de détentions ainsi que le baillonnement d'un secteur important de la presse sud-africaine. Le gouvernement du Canada a d'ailleurs convoqué l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud à Ottawa pour qu'il fasse part à son gouvernement des sentiments canadiens à cet égard.